

Un siècle américain, ou chinois ?

Barthélémy COURMONT*

A un peu plus d'un an des Jeux Olympiques de Pékin, d'ores-et-déjà annoncés comme la consécration de l'entrée de la Chine dans le cercle restreint des super-puissances (voire même méga-puissance de l'avis de certains analystes), les Etats-Unis continuent de proposer une analyse ambivalente de la montée en puissance de l'Empire du Milieu, et s'interrogent même sur le possible déclin des Etats-Unis comme conséquence de ce bouleversement radical de l'ordre mondial. Outre-Atlantique (ou faudrait-il plutôt dire outre-Pacifique dans le cas de la relation Chine/Etats-Unis), les déclinologues s'en donnent à cœur joie sur ce « nouveau siècle » qui ne serait pas celui des Etats-Unis, malgré les prophéties enthousiastes du début des années 90, mais celui de la Chine. Dans ce contexte, difficile pour les dirigeants américains de maintenir l'optimisme.

Pékin pose problème à Washington. Certains observateurs, à l'instar du Premier ministre de Singapour et allié des Américains Lee Hsien Loong, n'hésitent pas à parler d'« obsession chinoise » des Etats-Unis dans une interview pour le *Wall Street Journal*. En réponse aux limites d'une politique d'endiguement qui, dans le cas de la Chine, pourrait causer du tort à l'économie américaine, Washington semble s'engager sur la voie de l'« endigement », qui consiste à isoler politiquement Pékin, tout en maintenant un partenariat actif sur les questions économiques et commerciales. Véritable défi pour Washington que de parvenir à contenir les ambitions de Pékin, et d'entretenir dans le même temps une relation amicale avec la puissance émergente chinoise. Personne ne peut fermer les yeux sur le dynamisme économique de la Chine, et sur l'ouverture progressive de son marché. Après plus de soixante ans de relations diplomatiques avec la République de Chine (en d'autres termes Taiwan), le Costa Rica a cédé devant le mirage économique chinois, et a reconnu le régime de Pékin. De la même manière, Washington ne peut rester insensible au plus grand marché de la planète.

Parallèlement à cet attrait économique, les dirigeants américains considèrent la Chine, sinon comme un ennemi ou une menace pour leur sécurité, au moins comme un risque potentiel. Au milieu des années 90, plusieurs experts américains mirent en avant le risque d'une confrontation future avec Pékin, arguant de la montée en puissance de l'économie chinoise, et des velléités expansionnistes de la Chine qui, tôt ou tard, s'opposeraient aux intérêts de Washington. Dans un ouvrage au titre retentissant, « La future guerre avec la Chine », deux politologues annonçaient ce qui était selon eux une confrontation inévitable¹. La suspicion se poursuivit après l'épisode de l'avion espion américain sur l'île d'Hainan, le rapport Cox, et le bombardement de l'ambassade de

¹ Richard Bernstein et Ross H. Munro, *The Coming Conflict With China*, New York, Knopf, 1997.

Chine à Belgrade pendant la guerre du Kosovo, et de manière quasi constante depuis l'arrivée au pouvoir de George W. Bush. A ce titre, la visite de Donald Rumsfeld en Chine en octobre 2005, pourtant significative d'un rapprochement entre Pékin et Washington, offrit à l'ancien chef du Pentagone l'occasion de s'inquiéter de la hausse du budget de défense chinois, et des développements récents dans le domaine balistique. Si on ajoute à cela les critiques sur l'absence de démocratie, la Chine ne serait pas loin d'être un Etat voyou aux yeux de Washington.

Le successeur de Rumsfeld au Pentagone, Robert Gates, se veut beaucoup plus pragmatique, et estime qu'il n'y a aucune raison à l'heure actuelle de considérer la Chine comme un compétiteur des Etats-Unis. Mais il trouve face à lui le toujours très influent vice-président Dick Cheney, ainsi que de nombreux cadres du Pentagone, visiblement en désaccord avec leur supérieur. La Chine a, de façon indiscutable, des ambitions stratégiques sans commune mesure avec ce que lui permettait jusqu'à présent une armée mal équipée. On pense notamment à la question sensible des litiges territoriaux avec le Vietnam concernant les îles situées en mer de Chine du Sud, mais surtout à la question taiwanaise, qui après deux ans de *statu quo* semble à nouveau poser problème avec les déclarations du président Chen Shui-bian sur le droit à l'indépendance. Nombreux sont les experts à Washington qui s'inquiètent d'une confrontation Chine-Taiwan, et qui extrapolent sur le positionnement de Washington en cas de nouvelle crise. Pour autant, il paraît exagéré de voir dans la modernisation des capacités de défense chinoises le désir de contrer la puissance de feu américaine, que les militaires chinois considèrent de toute façon inaccessible. De même, ces critiques semblent quelque peu déplacées de la part d'un Etat qui a considérablement augmenté son budget de défense depuis quatre ans. Dès lors, Washington n'a d'autre choix que de s'accommoder de la puissance émergente de l'Empire du Milieu, et de prendre acte de ses ambitions, tout en restant sur le qui-vive, ce qui ne doit pas l'exempter de reproches sur les positionnements de Pékin, comme ce fut récemment le cas à plusieurs reprises sur la question du Darfour, et du refus de la Chine de cautionner des sanctions à l'égard de Khartoum.

Les craintes à l'égard de Pékin contrastent avec le partenariat politique souvent mis en avant par les dirigeants américains, qui accueillent favorablement « l'émergence pacifique » du président chinois Hu Jintao, et cherchent à stabiliser les relations diplomatiques avec la Chine. Il existe toutefois sur cette question une nette distinction entre le Département d'Etat, ouvert au dialogue avec le partenaire qu'est devenue la Chine, et le Pentagone, soucieux de voir l'émergence de Pékin se traduire par des ambitions politico-stratégiques qui pourraient être compétitives avec les intérêts de la première puissance mondiale. Au Congrès, acteur majeur de la politique étrangère américaine, il serait erroné d'opposer des Démocrates ouverts au dialogue avec Pékin à des Républicains plus fermes sur les questions stratégiques. Les distinctions sont nettement plus subtiles, et dépassent les clivages politiques. Sans caricaturer, nous dirons qu'à l'approche d'élections, les parlementaires fustigent légitimement Pékin pour son non-respect de la démocratie, et qu'ils insistent une fois élus sur la nécessité d'un partenariat commercial avec le géant chinois. Et les Etats-Unis sont en pleine campagne électorale ! Sur les questions stratégiques, l'accent est souvent mis sur la coopération avec Pékin en matière de lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive, qui figurent au titre de priorités pour Washington, et pour

lesquelles la Chine se montre, de l'avis des parlementaires comme des analystes américains, plutôt conciliante. La Chine serait donc, de l'avis de certains, un partenaire pour Washington, mais pas encore un ami, et encore moins un allié.

En fait, la marge de manœuvre politique de Washington est d'autant plus réduite que, parallèlement aux problèmes stratégiques, la Chine est devenue une puissance commerciale qui impose le respect, et dont les consommateurs américains ne peuvent plus se passer. Les Etats-Unis sont même aujourd'hui débiteurs à l'égard de la puissance émergente. Les importations américaines en provenance de Chine, qui sont déjà six fois supérieures aux exportations vers Pékin, progressent par ailleurs à la vitesse de 30% par an, ce qui a pour effet de provoquer un déficit commercial donnant le vertige : plus de 200 milliards de dollars par an. Et les prévisions tablent sur une aggravation de cette tendance dans les prochaines années !

Entre méfiance et pragmatisme, la relation Washington-Pékin offre ainsi le spectacle d'une certaine schizophrénie qui, si elle permet à la Chine de tabler à la fois sur une forte croissance économique que les grandes puissances ne peuvent négliger et une rigueur stratégique sur des questions telles que le détroit de Formose, embarrasse les Etats-Unis, en particulier en raison des différentes approches proposées dans les cercles d'influence américains. C'est ainsi que se superposent les notions de *strategic partner* et de *strategic competitor* qui, en fonction des circonstances et des influences politiques et idéologiques, définissent la perception de la Chine à Washington. C'est donc une réflexion définie en vase clos aux Etats-Unis qui, en se heurtant aux réalités de la relation avec Pékin, crée cette situation difficile pour Washington, qui ne peut imposer ni un partenariat durable, ni l'acceptation de la Chine comme étant l'ennemi suprême.

De son côté, la Chine se montre, sans le manifester trop ouvertement, très critique vis-à-vis de la politique américaine dans cette région au cours des quatre dernières années (depuis le début de la crise nucléaire nord-coréenne à l'automne 2002 et, plus encore, le discours sur « l'axe du mal » de George W. Bush le 20 janvier 2002, qui marqua une nouvelle ère dans les relations entre les Etats-Unis et les Etats dits voyous). A l'intention de Washington, Pékin soulignait dans son dernier Livre Blanc en décembre 2006 qu'« *un petit nombre de pays ont fait grand bruit d'une menace chinoise (...) s'efforçant de contrôler ses progrès* », alors que la Chine « *cherche résolument à bâtir une relation de coopération (mutuellement bénéfique) avec d'autres pays et promouvoir une sécurité commune* ». Le Livre blanc répond ainsi directement aux méfiances américaines, et réaffirme les ambitions pacifiques de Pékin, notamment dans la région.

Devant l'atmosphère de pessimisme à Washington, la Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a pour sa part rejoint le club des anti-déclinologues en affirmant le 7 juin 2007 devant le Club économique de New York, fondé en 1907, que les Etats-Unis n'étaient pas sur le déclin au début du XXIe siècle, aussi impressionnant que soit l'essor économique de la Chine. Condoleezza Rice a expliqué que comme il y a un siècle, l'Amérique d'aujourd'hui doit faire face à des menaces géopolitiques changeantes, des défis économiques à l'étranger et une vague d'immigration domestique, avant de rejeter les théories sur un déclin américain au profit de la Chine et de l'Inde qui naissent

actuellement. Notons au passage que la montée en puissance de l'Inde fait moins frémir à Washington que celle de la Chine.

Pour Condoleezza Rice, « *Cette atmosphère de déclin pèse sur tellement d'études et d'articles de presse que l'on envisage la période actuelle sous l'angle de l'essor de la Chine et de l'Inde, et peut-être de l'avènement du siècle d'un autre pays. On veut nous faire croire que l'Amérique a connu son heure et qu'elle ne peut aujourd'hui que décliner* ». La secrétaire d'Etat a expliqué qu'elle rejetait cette perspective en raison de son optimisme naturel et de sa foi en la capacité de réaction américaine. « *Je suis optimiste parce qu'en Amérique, ce n'est pas d'où l'on vient qui compte. Ce qui compte, c'est seulement où l'on veut aller. Notre disposition naturelle est de toujours regarder vers l'avenir avec espoir, pas avec peur, comme quelque chose que l'on va façonner, pas quelque chose à laquelle on va se soumettre* ». Au Département d'Etat américain, la rivalité avec Pékin est plus que jamais placée au niveau des valeurs qu'incarnent les deux pays. La Secrétaire d'Etat est optimiste, mais sa sortie médiatisée est assez rare aux Etats-Unis sur des sujets de ce type, et plus encore dans les autres grandes démocraties. Evoquer le déclin national, même pour en fustiger la pertinence, est en tout cas révélateur de l'état d'esprit dans lequel se trouvent les dirigeants américains sur la question de l'émergence de la Chine : une posture défensive qui contraste avec l'exaltation de l'universalité des valeurs américaines au sortir de la Guerre froide.

* **Barthélémy Courmont** est chercheur à l'IRIS, responsable du Bureau IRIS à Taiwan. A récemment dirigé l'ouvrage *Washington et les Etats voyous. Une stratégie plurielle ?*, chez Dalloz (2007).